

*Les crédits*

Je cite le premier ministre de Terre-Neuve: «Il est possible que nous devons reconsidérer le principe de l'universalité touchant nos programmes sociaux et voir dans quelle mesure nous pourrions devoir en restreindre la portée.»

Il ajoutait: «Les Canadiens accepteraient peut-être cette évolution si les politiques disaient la vérité sur l'état de nos finances.»

Il concluait par ces mots: «Je ne crois pas que les gens seraient hostiles à cette mesure s'ils étaient parfaitement conscients des problèmes économiques qui sont les nôtres.»

Je crois que ce n'est pas demander un trop gros effort d'imagination que de conclure que ces propos, s'ils sont rapportés assez fidèlement—je suppose que c'est le cas puisque, à ma connaissance, ils n'ont pas été démentis—, justifient amplement les craintes exprimées par le Nouveau Parti démocratique dans la motion qu'il a présentée aujourd'hui.

S'il faut présenter des excuses, j'estime donc que c'est plutôt à mon collègue de Terre-Neuve de le faire, et assurément pas au Nouveau Parti démocratique.

Nous nous en tenons à ce que nous avons dit. Nous pensons que tout le monde a bien saisi la portée de cette motion.

**M. Baker:** Monsieur le Président, on reconnaît bien là le NPD.

En se fondant sur les propos que *The Ottawa Citizen* fait tenir à un premier ministre provincial, les néo-démocrates laissent entendre ici que le premier ministre de Terre-Neuve veut supprimer l'universalité de l'assurance-maladie et imposer des frais modérateurs ainsi que des frais d'utilisation à l'égard des services de santé.

Je puis vous dire ceci. J'ai suivi très attentivement une discussion qui a été diffusée par le réseau national de télévision et par le réseau national de radio sur ce qu'avait voulu dire le premier ministre terre-neuvien lorsqu'il a dit ce qu'il a dit. Il n'a pas dit ce que ce journal lui a fait dire. J'ai écouté pendant deux jours ce qu'en ont dit la radio et la télévision nationales.

Je crois avoir assez bien compris, à l'instar des autres auditeurs et téléspectateurs du Canada, ce qu'a voulu dire le premier ministre de Terre-Neuve lorsqu'il a fait la déclaration qu'il a faite et qui n'a rien à voir, contrairement

à ce que prétend le député, avec ce qu'en a rapporté le journal en question.

Dans sa déclaration, le premier ministre a rappelé que, dans notre société, il arrive trop souvent de nos jours que des gens extrêmement riches, des gens qui possèdent des centaines de millions de dollars, ne contribuent nullement au financement du filet de la sécurité sociale. Voilà ce qu'il a dit lorsqu'il a pris officiellement la parole dans le sud de l'Ontario.

Le premier ministre de Terre-Neuve est le plus ardent défenseur de notre système de santé et de sécurité sociale. Je puis vous le garantir. Je le connais depuis des années et je puis vous l'assurer, mais les choses deviennent de plus en plus difficiles, compte tenu des compressions budgétaires qu'impose le gouvernement fédéral et des gouvernements néo-démocrates qui pratiquent des coupures dans tout.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je voudrais reprendre là où le député de Gander—Grand Falls a laissé.

Personne ne conteste que le premier ministre est un ardent défenseur des normes et des programmes nationaux. S'il est une chose pour laquelle on se souviendra de lui, c'est bien de défendre avec acharnement le maintien des normes nationales.

La plupart des Canadiens mettraient sûrement en doute la sincérité des néo-démocrates s'ils s'en prenaient au premier ministre Wells pour avoir cédé sur le plan des normes nationales de santé. C'est une accusation que les Canadiens n'avalent tout simplement pas.

Il y a une constante ici avec le NPD. Rappelez-vous qu'aux dernières élections, et j'estime qu'il faut rafraîchir la mémoire des Canadiens à ce sujet, monsieur le Président, notre chef de l'époque, le député de Vancouver Quadra, a livré toute une bataille, la plupart des Canadiens en conviendront, contre l'Accord de libre-échange. Si ma mémoire est fidèle, c'est le NPD qui a tenté de convaincre le Parti libéral de se saborder afin qu'il n'y ait plus que deux partis après les dernières élections.

• (1640)

Si le NPD avait été vraiment contre le libre-échange, je ne pense pas qu'il aurait donné ces coups bas à notre chef. Nous allons rappeler les néo-démocrates à l'ordre s'ils recommencent ce petit jeu trop souvent. Ils semblent soudainement voir une certaine remontée dans les sondages—bien que je ne constate rien en ce sens pour